

## 12. L'Alliance mondiale contre la pauvreté

Des voix s'élèvent partout dans le monde en faveur du changement



*Exemples de bracelets blancs portés par les partisans de l'AMCP*

L'Alliance mondiale contre la pauvreté (AMCP) est le plus grand mouvement mondial de la société civile appelant l'éradication de la pauvreté et des inégalités. Elle a réuni des millions de personnes au cours de manifestations massives, a obtenu des victoires importantes dans la modification des politiques et des promesses relatives au commerce, au développement et à l'aide humanitaire, et a fait entendre le point de vue des populations pauvres et marginalisées. Ce document étudie les stratégies et les réalisations de ce mouvement et examine les défis qui restent à relever.

## Introduction

L'Alliance mondiale contre la pauvreté (AMCP) est le plus grand regroupement mondial de mouvements sociaux, d'organisations non gouvernementales (ONG), de syndicats, de groupements communautaires, d'associations féminines, de groupes confessionnels, d'organisations de jeunes, d'associations locales et de militants de la société civile travaillant de concert dans plus d'une centaine de coalitions nationales pour mettre fin aux causes structurelles de la pauvreté et de l'inégalité.<sup>1</sup> Jusqu'à présent, elle a réussi à mobiliser plus de 50 millions de personnes aux quatre coins du monde<sup>2</sup> pour demander aux dirigeants mondiaux de tenir leurs promesses en mettant fin à la pauvreté et en réalisant les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Les mobilisations de masse de l'AMCP permettent au public de prendre conscience des causes structurelles de la pauvreté et font passer le message au niveau national. Elles offrent également à ceux qui vivent dans la pauvreté une plateforme leur permettant de prendre part de manière active aux processus décisionnels politiques qui les concernent le plus.

Chaque pays met au point ses propres campagnes, qui occupent des milliers de personnes. C'est ainsi que l'AMCP est apparue dans des contextes locaux très dissemblables, avec des buts politiques différents et des sections locales distinctes.

Les plus grandes mobilisations de l'AMCP ont lieu chaque année le 17 octobre, Journée internationale pour l'éradication de la pauvreté. En 2007, plus de 47 millions de personnes ont participé ce jour-là à la campagne « Debout ». <sup>3</sup> Parmi eux, beaucoup portaient un bandeau blanc pour attester de la dimension mondiale de cette campagne.

L'AMCP a reçu le soutien de personnalités internationales telles que Lula da Silva, le président du Brésil, et Nelson Mandela, qui a déclaré: « *Aussi longtemps que, dans ce monde, nous serons témoins de la pauvreté, de l'injustice et d'inégalités flagrantes, aucun de nous ne pourra vraiment se reposer... L'Alliance mondiale contre la pauvreté a sa place en tant que mouvement social aux côtés du mouvement d'abolition de l'esclavage et de la solidarité internationale contre l'apartheid.* »<sup>4</sup>

De plus, l'AMCP est une plateforme ouverte permettant d'associer des organisations et des campagnes de justice sociale de multiples façons. Oxfam soutient l'AMCP dans le monde entier. De même, ses sièges nationaux s'associent souvent à des coalitions nationales de l'AMCP et cette dernière soutient fréquemment les campagnes thématiques d'Oxfam, au niveau national également.

Ce document expose quelques stratégies de l'AMCP et les processus qu'elle utilise dans un certain nombre de pays. Il examine la manière dont il parvient à influencer les mutations politiques et passe brièvement en revue les défis auxquels doit faire face un tel mouvement mondial.

## D'une aventure amoureuse au couple marié... l'histoire de l'AMCP

En septembre 2003, Graca Machel, avocate internationale du droit des femmes et des enfants, a accueilli une réunion d'ONG à Maputo (Mozambique) où l'idée de l'AMCP est apparue pour la première fois, soutenue par d'importants activistes de la société civile tels que le secrétaire général de Civicus, Kumi Naidoo. En 2004, l'AMCP a lancé une campagne et a publié un manifeste connu sous le nom de *Déclaration de Johannesburg*.

En 2005, il y a eu une poussée d'activités sur la question de la pauvreté. Au sommet du G8 de Gleneagles, un forum habituellement réservé aux chefs d'État des pays les plus riches, on a assisté à une implication de la société civile sans précédent. Suite à cela, les pays du G8 se sont engagés à améliorer qualitativement et quantitativement leur aide. On a vu apparaître les premières résolutions importantes concernant la suppression de la dette, et on a eu le sentiment que la société civile pouvait contribuer au changement politique sur les questions de la pauvreté puisque sa voix était entendue.

En 2006 et 2007, l'AMCP a fait face à une crise d'identité. L'ampleur de la réponse à l'Alliance mondiale a été telle que, de manière unanime, on s'est accordé à reconnaître que ce mouvement devait se poursuivre après 2005. Cependant, les organisations principales ne furent pas capables de capitaliser sur cet enthousiasme d'une manière coordonnée et de le traduire par une coalition globale contre la pauvreté. Comme l'a déclaré Ana Agostino, vice-présidente de l'AMCP: « *C'est comme une aventure amoureuse passionnée. Dans nos plans de mobilisation, nous essayons toujours de revivre la passion et l'enthousiasme de 2005, mais il faut bien admettre que ce n'est pas quelque chose qu'il est possible de recréer. L'environnement politique a changé et le public a changé. Nous sommes maintenant une vieille coalition mariée et nous devons trouver une nouvelle manière de nous adapter aux circonstances.* »<sup>5</sup>

L'AMCP a réagi en développant ses structures, en encourageant la réflexion interne sur l'utilité et le rôle de la coalition, en créant des coalitions nationales et en consolidant son rôle dans les forums de prises de décision. Au niveau mondial, on s'est concentré sur le développement des actions contre la pauvreté menées par des coalitions nationales ou d'actions que des membres de ces coalitions accomplissaient au niveau mondial, ainsi que sur la mobilisation de masse lors des journées mondiales.

## Combattre la pauvreté: buts, problématique et structure

Les buts de l'AMCP sont de « *combattre les déterminants structurels ainsi que les causes de la pauvreté et de mettre en question les institutions et les processus qui perpétuent la pauvreté et l'inégalité dans le monde* », ainsi que de « *travailler pour la défense et la promotion des droits humains, de l'égalité entre les sexes et de la justice sociale* ». <sup>6</sup>

Sa dernière déclaration publique date de 2007 et est connue sous le nom de Déclaration de Montevideo: « *Nous nous sommes engagés à démocratiser les valeurs, les mécanismes et les processus de négociation et de prise de décision dans l'intérêt des plus pauvres et des plus marginalisés, et à faire en sorte que la justice, la sécurité et l'intégration soient les principes directeurs autour desquels la gouvernance mondiale, régionale et locale s'organise.* » <sup>7</sup>

Les thèmes de campagne principaux de l'AMCP sont les suivants:

- l'obligation de rendre compte, la gouvernance correcte et la réalisation des droits humains
- rendre le commerce équitable
- accroître et optimiser l'aide et le financement au développement
- l'abolition de la dette
- l'égalité entre les sexes
- la réponse au chaos climatique.

L'AMCP possède une *Equipe internationale de facilitation (IFT)* dans laquelle toutes les régions sont représentées et où les membres font part de leurs préoccupations et des actions qu'ils mènent. L'IFT représente les coalitions nationales, les organisations internationales, les jeunes et les enfants, des travailleurs et différentes confessions. Des structures similaires se sont constituées au niveau régional et comprennent les équipes de facilitation d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. Il existe également divers groupes de travail. Certains sont actifs dans les médias, la mobilisation et la communication électronique tandis que d'autres sont ponctuels ou représentent un groupe spécifique tel que les enfants et les jeunes ou les femmes.

Trois exemples des réalisations de l'AMCP sont les tribunaux de femmes, les témoignages de réfugiés et le lobbying des institutions financières internationales comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

## Les tribunaux de femmes: la voix du changement

Le groupe de travail des femmes de l'AMCP a organisé une série de *Tribunaux internationaux des femmes contre la pauvreté* qui ont mis en avant la féminisation de la pauvreté. Les femmes représentant 70 pour cent des pauvres dans le monde, ces tribunaux avaient pour mission de permettre à des femmes de témoigner des conditions qui sont les leurs et de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils réagissent.

Par exemple, les Tribunaux du Pérou ont eu lieu le 17 octobre 2007, Journée internationale de l'éradication de la pauvreté. Leur but était de mettre en lumière la situation endurée par les femmes vivant en région rurale et qui sont plus vulnérables à la pauvreté car elles sont continuellement empêchées d'exercer leurs droits et leur citoyenneté. Les affaires qui ont été soumises concernaient des problèmes engendrés par l'absence de documents officiels, les viols perpétrés au cours de conflits armés intérieurs, le viol de jeunes filles autochtones et la stérilisation forcée.

Le fait de saisir un tribunal de ces affaires a permis d'explicitier le lien entre pauvreté et violation des droits de l'homme. Des revendications très précises ont été présentées au gouvernement péruvien sur les questions de la documentation, d'une éducation tenant compte des besoins des deux sexes, de l'accès aux moyens de contraception et de l'amélioration de l'assistance légale et judiciaire en cas d'agressions sexuelles et de viols.

D'autres tribunaux se sont tenus un peu partout dans le monde et ont montré avec quelle force ils permettaient aux femmes marginalisées de se faire entendre.

La tâche ardue à laquelle sont confrontés ces tribunaux est d'établir un lien entre elles et les processus de plaidoyer et d'élaboration de la politique pour susciter des changements. Modifier les contextes politiques locaux s'est révélé difficile, en partie à cause de la nature transversale des questions de justice liées au genre, et dans certaines circonstances, les coalitions de l'AMCP se sont donné beaucoup de mal pour donner suite à leurs revendications auprès des décideurs politiques. Tandis que le Pérou présentait l'avantage d'être soutenu par des coalitions nationales solides déjà engagées sur les questions de genre, d'autres pays qui souhaitaient reproduire ce modèle ont eu besoin d'aide pour se relier aux groupes de plaidoyer existants. En Bosnie-Herzégovine, le tribunal a permis à la coalition de prendre des contacts et de renforcer ses liens avec les activistes des droits des femmes.

On a retrouvé plus tard ces ambitions à la *Commission sur le statut des femmes* à New York, au cours de la Journée internationale de la femme en 2007. Les projets de mobilisation pour 2008 ont été lancés au cours de l'événement et aux Nations Unies, les efforts de plaidoyer se sont concentrés sur la campagne GEAR (*Réforme de l'architecture de l'égalité des genres*) des Nations Unies.

Ana Agostino, la vice-présidente du AMCP, a déclaré : « *Les chiffres racontent une histoire, et l'histoire qu'ils racontent est celle de la féminisation de la pauvreté. La pauvreté et l'inégalité frappent les femmes de façon disproportionnée, et de nombreux indices nous le prouvent. Pourtant, les tribunaux féminins nous montrent que la pauvreté n'est pas un chiffre. Le sujet de la pauvreté, c'est les gens et la vie des gens. Les statistiques peuvent nous apprendre beaucoup, mais dans les forums de prises de décision nous devons garder à l'esprit que les décisions sur les chiffres et les budgets sont des décisions qui touchent la façon dont les femmes et les hommes mènent leur vie.* »<sup>8</sup>

## Témoignages de réfugiés

Le 17 octobre 2007, en Afrique du Sud, la coalition de l'AMCP a organisé une rencontre intitulée « *Témoignages de réfugiés contre la pauvreté et l'inégalité* » à l'église méthodiste de Johannesburg. Au cours de cette rencontre, des réfugiés ont parlé de leur expérience de la violence et du manque d'accès aux services. Des représentants du département des Affaires intérieures et de la police étaient présents et ont eu l'occasion d'entendre directement certains de ces réfugiés leur faire part d'expériences concernant le manque de documentation, la xénophobie, les détentions arbitraires, le refus de services fondamentaux et d'autres violations des droits de l'homme perpétrées la plupart du temps par ceux dont la responsabilité est de protéger et de maintenir ces mêmes droits.

Voici ce que Emmanuel Mulamba, du *ministère aux Réfugiés de Johannesburg*, déclarait : « *En tant que réfugiés, à Johannesburg, nous devons partout faire face à l'exclusion. La procédure d'asile est inadéquate, et même quand nous obtenons gain de cause, les prestataires de services, les banques, les employeurs et d'autres refusent de reconnaître la légitimité de nos papiers. La xénophobie est rampante au département des Affaires intérieures et dans la police, ce qui signifie que nous n'avons personne vers qui nous tourner pour obtenir de l'aide. Grâce aux Témoignages de réfugiés, nous avons la chance de pouvoir exprimer nos préoccupations. Nous n'attendons pas que tous nos problèmes soient résolus, mais au moins, nous avons rencontré des gens qui peuvent mettre un terme à cette exclusion permanente. Nous voulons faire prendre conscience de la xénophobie, et lorsque l'attitude générale se modifiera, nous espérons être mieux traités par les institutions publiques.* »<sup>9</sup>

Deux mois seulement après ces témoignages, la police a envahi l'église méthodiste où s'abritaient de nombreux réfugiés sans abri, arrêtant et brutalisant des centaines de personnes au mépris de toute loi. Six mois plus tard, des vagues d'attaques xénophobes ont provoqué la mort de cinquante personnes qui avaient émigré en Afrique du Sud, tandis que des milliers d'autres furent déplacées. Les responsables de la société civile qui avaient organisé les témoignages des réfugiés ont joué un rôle déterminant pour enrayer les émeutes et faciliter la réintégration des migrants dans leurs communautés.

Cet exemple montre qu'aujourd'hui, certains outils de pression de l'AMCP ne sont plus adéquats pour faire face aux besoins des

populations qui sont les plus marginalisées et qui ne correspondent pas aux catégories prises en charge par les structures nationales traditionnelles.

Dans le cas de l'Afrique du Sud, les politiques de promotion des droits des réfugiés sont en place, mais leur mise en oeuvre est inadaptée. Cette situation n'est pas unique. En réaction, la coalition de l'AMCP travaille avec la *Campagne pour un budget populaire*, une opération de la société civile destinée à surveiller le budget national, pour exiger la création d'un programme qui veillera à ce que le public prenne conscience de la xénophobie et des droits des réfugiés. Cette situation permettra de toucher ceux qui sont habilités à écouter les témoignages de ces derniers et à apporter les changements nécessaires. Associer les témoignages au plaidoyer sur l'allocation de ressources budgétaires et l'établissement du budget est une stratégie que certaines sections de l'AMCP ont utilisée avec succès. D'autres sections les rejoignent aujourd'hui afin que ces voix soient entendues et pour faire en sorte que ceux qui ont le pouvoir de faire changer les choses écoutent vraiment ce qu'elles ont à dire.

## Le lobbying des institutions financières internationales

Les institutions financières internationales (IFI) telles que la Banque mondiale et le FMI ont été une cible politique clé de l'AMCP. Dans toutes les sections de cette dernière, il existe un consensus selon lequel les conditions de nombreux prêts du FMI (connues sous le nom de *conditionnalités*) ne sont pas favorables aux populations vulnérables. Cette situation a été mise en évidence par les médias au niveau national et international, ainsi que par des actions symboliques menées par des activistes au cours de réunions du FMI. Des « ambassadeurs » des régions concernées par les politiques des institutions financières internationales ont pris part à la sensibilisation et à la protestation et une mobilisation de masse a eu lieu au Nord comme au Sud pour appeler à la réforme.

Pourtant, l'espace pour un engagement de la société civile à créer le changement a jusqu'à présent été très limité et de nombreuses sections de l'AMCP n'ont pas su trouver le responsable politique capable d'accomplir ces transformations. Tandis que des voix s'élevaient contre les décisions qui accentuent la pauvreté et l'inégalité, elles n'étaient pas entendues par ceux qui prennent les décisions.

Cela s'explique en partie par le fait que concilier les revendications nationales a été un pari difficile. En 2008, la coalition de l'AMCP du Bangladesh a protesté contre l'*Instrument d'appui aux politiques (PSI)*<sup>10</sup> du FMI, supposé aider les pays à faibles revenus qui ne veulent pas – ou n'ont pas besoin – d'assistance financière mais qui désiraient néanmoins bénéficier de conseils, de contrôles et d'une approbation de leurs politiques économiques de la part du FMI. Les protestataires étaient persuadés que le PSI contenait des conditionnalités qui

n'étaient pas favorables aux populations les plus vulnérables. En dépit des défilés, des marches de protestation et des pétitions, les décisions ont été prises derrière des portes closes. Finalement, les militants de la société civile ont poursuivi le gouvernement devant la Cour Suprême et l'ont empêché de signer l'*Instrument d'appui aux politiques*. Dans le cas du Bangladesh, la société civile s'était exprimée, mais personne ne l'avait écoutée car les décisions politiques se faisaient dans un autre lieu. L'action en justice fut une manière de forcer le gouvernement à écouter ce que disaient les plus pauvres.

Dans de nombreux pays du monde, comme au niveau international, la législation en place est en faveur des pauvres. Cependant, quand personne ne se sent responsable, les lois et les accords sont souvent contournés. L'action judiciaire pourrait se montrer un outil formidable pour que ceux qui crient justice soient entendus par les décideurs.

Dans un autre exemple provenant du Bangladesh, une *Politique de développement en faveur des femmes* passée en février va déboucher sur de profondes modifications de la représentation des femmes dans le secteur public et aura également des implications importantes pour les droits des femmes, par exemple un allongement des congés de maternité. Bien que ces changements d'attitude ne puissent être imputés à aucune intervention particulière, il ne fait aucun doute que l'effort collectif de ces femmes qui évoquent les problèmes auxquels elles sont confrontées au Bangladesh et dans toute la sous-région a contribué à un mouvement collectif pour les droits des femmes. Un tel soutien de la collectivité n'aurait pu naître sans le dynamisme et la prise de conscience de ceux qui ont le plus investi dans un tel changement.

**Portraits: quelques personnes ayant pris part à la mobilisation mondiale « *Debout et manifestez* » de 2007<sup>11</sup>**

Au Libéria, Jonathan Koffa de Monrovia est un musicien et chanteur de 26 ans, connu sur la scène nationale sous le nom de Takun J. Il déclare: « *Mon message aux dirigeants mondiaux, au FMI et à la Banque mondiale, est qu'ils doivent faire beaucoup plus, et très vite, pour effacer la dette du Libéria sans aucune condition. Le Libéria sort à peine de quatorze années de guerre qui ont détruit tous les secteurs de notre pays, y compris les infrastructures, l'économie, les institutions éducatives, les services médicaux, etc. Ces dirigeants doivent être pragmatiques et tenir leur promesse d'atteindre les OMD.* »

En Allemagne, Katharina Weltecke, une étudiante de 25 ans, s'était portée volontaire pour les activités « *Debout et manifestez* » conçues pour la campagne locale de l'AMCP « *Deine Stimme gegen Armut* » (« Your voice against poverty »). Elle pense qu'il n'y a pas de temps à perdre et qu'il faut sans cesse rappeler aux responsables politiques l'urgence des OMD. « *Les gouvernements doivent faire plus d'efforts que par le passé pour éliminer les causes structurelles de la pauvreté.* » Katharina s'est trouvée face à face avec la pauvreté et ses effets alors qu'elle étudiait en Afrique du Sud où elle a été témoin de l'effet dévastateur du VIH-Sida.

Au Pakistan, Syeda Ghulam Fatima Gillani est une syndicaliste et une militante des droits des femmes de 41 ans. Elle est également membre du *Front de libération du travail forcé*, du *Conseil des citoyens du Pakistan* et de l'*Alliance d'Asie du Sud pour l'éradication de la pauvreté*. Elle considère



que l'oubli des femmes dans les pays en développement, en particulier au Pakistan, est une question dont il faut se saisir de toute urgence. Le 17 octobre 2007, elle fut l'une des personnes à brandir la plus longue bannière du monde, qu'elle a couvert de ses revendications. Cette bannière remplie de signatures fut utilisée pour rappeler aux gouvernements qu'ils devaient éliminer la pauvreté et accroître tout particulièrement l'égalité entre les sexes. Elle proclamait: « *Veillez allouer 25 pour cent du PBI à l'éducation, à la santé et à la formation des femmes, en particulier dans les régions rurales, pour élever leur niveau de vie. Réduisez les dépenses de la défense et utilisez-les pour faire disparaître la pauvreté.* »

## Réalisations et défis

Ces dernières années, l'AMCP a joué un rôle dans d'autres victoires, notamment:<sup>12</sup>

- la promesse européenne d'augmenter l'aide de 0,56 pour cent pour 2010 et de 0,7 pour cent pour 2015
- le renouvellement de la promesse du G8 de multiplier l'aide par deux
- l'acceptation d'éliminer la créance du Nigéria et de 18 pays pauvres fortement endettés
- la promesse du G8 de ne plus forcer les pays pauvres à libéraliser leur économie;<sup>13</sup>
- de nombreux changements de politique nationale, notamment l'adoption de projets alimentaires dans les écoles du Niger, des politiques de santé qui favorisent mieux les pauvres en Russie et le projet de loi sur l'optimisation de l'aide au Canada.

La plupart des points forts de l'AMCP, ceux qui lui ont permis d'obtenir ces succès, sont en même temps ses plus grands défis.

### Une coalition d'enthousiastes

L'efficacité de l'AMCP dépend du degré d'activité et d'implication de ses membres. Sans des coalitions nationales fortes et vivantes menées par ceux qui vivent dans la pauvreté et appuyées par les analyses bien informées des partisans, l'AMCP n'existerait plus. Chacun travaille dans sa sphère de spécialisation et la plupart des activités sont entreprises par une coalition d'enthousiastes. Bien que ce ne soit pas vraiment un problème, cette situation a mené à une division des tâches qui s'est établie *de facto*.

### Ressources et représentation

A cause du manque de ressources en tout genre, de nombreuses coalitions nationales et divers représentants de groupes exclus socialement n'ont ni le temps ni les moyens de mener les activités de l'AMCP au niveau international. Le nombre de personnes impliquées dans de nombreux groupes menant des activités de l'AMCP au niveau international n'est pas toujours représentatif de la campagne en elle-même. La solution vient souvent d'ONG internationales – et

souvent du Nord – plutôt que de la base, tout simplement parce que ces organisations possèdent les ressources et les compétences techniques nécessaires.

L'AMCP a mis au point un certain nombre de mesures pour faire face à cette situation. Celles-ci comprennent entre autres des quotas de représentation régionaux et basés sur le genre et permettent à un plus grand nombre de personnes de participer aux activités en mettant au point des solutions créatives face aux conditions technologiques et linguistiques qui sont requises pour participer aux discussions. Un groupe de personnes exclues socialement est également en train de se former pour avoir une représentation au conseil international.

Les tribunaux créés en 2007 ont également permis de répondre au problème de la représentation. Ils ont montré comment le leadership politique se fait par ceux qui vivent dans la pauvreté tout en permettant à ceux qui sont engagés dans des débats politiques de s'exprimer et à ceux qui sont actifs dans les mobilisations populaires de s'asseoir à la table des négociations.

### **Partager de bonnes pratiques**

L'AMCP est une alliance peu structurée et cette situation crée parfois de la confusion en lieu et place de synergie. Les décisions ne sont pas toujours très claires, la communication est souvent confuse et de temps à autre, certaines activités font double emploi. Parfois, certaines sections savent même le travail réalisé par d'autres. Jusqu'à présent, il a suffi d'un but commun exceptionnel pour résoudre de tels conflits et la plupart des sections ont développé une manière de travailler ensemble qui s'est normalisée. En 2008, un groupe a été créé pour faciliter la communication entre les différentes sections.

L'AMCP est tellement vaste et agit dans des contextes politiques tellement divers que de bonnes pratiques internes sont une manière de renforcer la coalition.

### **Liens**

Un autre défi à relever par l'AMCP a été de faire comprendre ce qui relie la mobilisation populaire, la sensibilisation et le changement des politiques. Dans certains cas, c'était déjà explicite, alors que dans d'autres une variété complexe de facteurs avaient contribué au changement et l'AMCP a dû déterminer quelle forme de participation avait été la plus réussie.

### **Déterminer un espace pour la société civile**

L'AMCP a pu créer avec succès un espace de la société civile dans une grande variété de forums d'élaboration de la politique. Aux niveaux nationaux, régionaux et internationaux, l'AMCP se trouve en position de réagir aux décisions ou aux événements, mais également de s'engager dans certains processus. Ce n'est pas toujours le cas à tous les niveaux ou pour tous les processus, mais quand ce l'est, l'AMCP a permis de légitimer la participation de la société civile dans une série plus vaste de débats qu'auparavant. En tant que coalition dont les sections ont des vues fort différentes, l'AMCP a pour valeur

ajoutée manifeste d'encourager systématiquement la création d'un espace pour la société civile.

Les trois dernières années ont montré que l'AMCP se devait d'exister sur le plan international. Les problèmes de pauvreté et d'inégalité ne sont pas des questions isolées et elles ne se limitent pas aux frontières nationales. Les buts de toutes les sections de l'AMCP sont remarquablement similaires, et il y a peu d'autres plateformes qui agissent en commun, montrent leur solidarité et partagent leurs connaissances. Ce sera toujours un défi de manipuler une telle variété de contextes, d'actions et de résultats différents dans différents pays et de les harmoniser de telle façon que la somme demeure plus grande que l'ensemble des parties.

## Notes

<sup>1</sup> AMCP (2007) 'Rapport annuel 2007', [www.whiteband.org/about-AMCP/reports/search?SearchableText=annual+AND+report%2A](http://www.whiteband.org/about-AMCP/reports/search?SearchableText=annual+AND+report%2A) (dernière consultation: septembre 2008).

<sup>2</sup> Estimation de l'auteur basée sur des calculs approximatifs. Il est impossible de connaître les chiffres exacts.

<sup>3</sup> Voir [www.whiteband.org](http://www.whiteband.org) (dernière consultation: septembre 2008).

<sup>4</sup> 'Nelson Mandela backs Global Call to Action against Poverty', [www.whiteband.org/media/AMCP-news/archives/AMCPnews.2007-04-18.7740150588/?searchterm=nelson%20mandela?searchterm=nelson%20mandela](http://www.whiteband.org/media/AMCP-news/archives/AMCPnews.2007-04-18.7740150588/?searchterm=nelson%20mandela?searchterm=nelson%20mandela) (dernière consultation: septembre 2008).

<sup>5</sup> Transcription d'une réunion des présidents du Conseil de l'AMCP le 18 mars 2008, Civicus House, Johannesburg, Afrique du Sud.

<sup>6</sup> Réunion de Montevideo, 2007, [www.whiteband.org/about-AMCP/reports/ift/montevideo-global-meeting-may-2007](http://www.whiteband.org/about-AMCP/reports/ift/montevideo-global-meeting-may-2007) (dernière consultation: septembre 2008). La Déclaration de Montevideo est parue le 5 mai 2007 au cours de l'Assemblée de l'AMCP de Montevideo, Uruguay. Elle fut publiée en tant que communiqué officiel de la réunion par l'ensemble des coalitions de l'AMCP.

<sup>7</sup> Site web de l'AMCP [www.whiteband.org](http://www.whiteband.org) (dernière consultation: septembre 2008).

<sup>8</sup> Transcription d'une conférence de presse tenue le 8 mars 2008 (Journée internationale de la femme) pour lancer les plans de mobilisation de l'AMCP de 2008. Cette conférence a eu lieu à Constitution Hill, Johannesburg.

<sup>9</sup> Transcription des témoignages de réfugiés d'Afrique du Sud qui ont eu lieu le 17 octobre 2007 à l'église méthodiste centrale de Johannesburg.

<sup>10</sup> Fonds monétaire international (2007) 'The Policy Support Instrument', [www.imf.org/external/np/exr/facts/psi.htm](http://www.imf.org/external/np/exr/facts/psi.htm) (dernière consultation: septembre 2008).

<sup>11</sup> [www.whiteband.org/media/press-info/regional-personal-profiles-some-of-the-people-taking-part-in-stand-up-speak-out](http://www.whiteband.org/media/press-info/regional-personal-profiles-some-of-the-people-taking-part-in-stand-up-speak-out)

<sup>12</sup> Pour plus de détails, voir: [www.whiteband.org](http://www.whiteband.org) (dernière consultation: septembre 2008).

<sup>13</sup> Déclaration de Montevideo, 2007 'Réunion de Montevideo 2007', [www.whiteband.org/about-AMCP/reports/ift/montevideo-global-meeting-may-2007](http://www.whiteband.org/about-AMCP/reports/ift/montevideo-global-meeting-may-2007) (dernière consultation: septembre 2008).

Photo de couverture: AMCP 2005

© Oxfam GB., novembre 2008

Cet article a été rédigé par Caitlin Blaser. Merci à Katie Allan et Ciara O'Sullivan pour leur contribution et leurs commentaires concernant les versions antérieures. Merci également à Nikki van der Gaag qui révisa le document et à Emily Laurie qui a contribué aux recherches. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source.

Pour toute information supplémentaire, veuillez envoyer un courriel à [publish@oxfam.co.uk](mailto:publish@oxfam.co.uk)

Online ISBN 978-1-84814-079-0. Cet article fait partie d'une série intitulée Exprimez-vous !. Pour toute information supplémentaire, vous pouvez visiter <http://publications.oxfam.org.uk/oxfam/display.asp?ISBN=9780855986384>

Cet article est également disponible en anglais et en espagnol.

## Oxfam GB

Oxfam GB est une organisation de développement, d'aide et de militance qui collabore avec des partenaires pour trouver des solutions durables à la pauvreté et à la souffrance dans le monde. Oxfam GB est membre d'Oxfam International.

Oxfam House  
John Smith Drive  
Cowley  
Oxford  
OX4 2JY

Tél: +44.(0)1865.473727  
E-mail: [enquiries@oxfam.org.uk](mailto:enquiries@oxfam.org.uk)  
[www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk)